

Cote du document: EB 2011/104/R.32/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 e) i)
Date: 13 décembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la Bosnie-Herzégovine pour le

Projet de développement des entreprises rurales

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelaziz Merzouk
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2634
courriel: a.merzouk@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments juridiques et autorité	9
VII. Recommandation	9
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	10
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

PDER	Projet de développement des entreprises rurales
S&E	Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du projet
UCPA	Unité de coordination des projets agricoles
UE	Union européenne

Carte de la zone du projet



18-7-2011



Source: FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa présentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Bosnie-Herzégovine

Projet de développement des entreprises rurales

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Bosnie-Herzégovine
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de la gestion de l'eau et des forêts de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau de la Republika Srpska
Coût total du projet:	30,22 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,72 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,50 million de DTS (équivalant approximativement à 780 000 USD)
Conditions du prêt du FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Fonds de l'OPEP pour le développement international Clients/institutions financières participantes, municipalités-communautés Gouvernement
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP pour le développement international: 5,35 millions d'USD Institutions financières participantes: 1,8 million d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	6,79 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,74 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la Bosnie-Herzégovine pour le Projet de développement des entreprises rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de prêt et don à la Bosnie-Herzégovine pour le Projet de développement des entreprises rurales

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Avec un revenu national brut par habitant de 4 700 USD en juin 2011, la Bosnie-Herzégovine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Elle ne s'est pas encore tout à fait relevée de la guerre interethnique du début des années 1990, qui a occasionné une destruction importante de l'économie, des infrastructures, des moyens de subsistance et du tissu social. Les crises financières mondiales et l'envolée des prix des denrées alimentaires au niveau mondial en 2008 ont accru son taux du chômage et son taux de pauvreté.
2. Le secteur agricole représente une petite part de l'économie de la Bosnie-Herzégovine puisqu'il ne contribue qu'à 9,8% du PIB, mais il est important en nombre car il emploie quelque 21% de la main-d'œuvre (2007). Ce secteur est toutefois confronté à de nombreuses difficultés – petites exploitations, technologie dépassée (d'où des rendements et une productivité médiocres par rapport aux autres pays du sud de l'Europe), accès limité au financement et faibles liens avec le marché, notamment.
3. La pauvreté demeure un phénomène largement rural: environ 80% des pauvres habitent en zone rurale. Le taux de pauvreté, qui y est de 17%, est deux fois plus élevé que celui observé en zone urbaine – essentiellement du fait de la croissance plus lente de l'agriculture comparée aux autres secteurs. La Bosnie-Herzégovine connaît encore un déficit commercial considérable au niveau du secteur agroalimentaire. Ce dernier présente toutefois un bon potentiel de croissance en raison d'une demande croissante et d'un certain nombre d'avantages comparatifs, par exemple des prix favorables au niveau du foncier et de la main-d'œuvre, une offre de main-d'œuvre importante due à un niveau d'emploi globalement faible, un bon climat et un emplacement stratégique pour la production de denrées de grande valeur pour les marchés nationaux et à l'exportation. Le déficit commercial a déjà commencé à diminuer depuis que se sont intensifiées les relations commerciales de la Bosnie-Herzégovine avec les pays voisins.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. La raison d'être du Projet de développement des entreprises rurales (PDER) est d'aider les petits exploitants agricoles de la Bosnie-Herzégovine à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Ce projet se situe dans le droit fil des stratégies de développement agricole aux niveaux du gouvernement central et des entités de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la Republika Srpska qui visent à transformer l'agriculture en un secteur plus compétitif pouvant suppléer aux importations et accroître les exportations. Environ 80% des agriculteurs bosniens sont de petits exploitants limités par la nature fragmentée et à petite échelle de la production. Ils ont des difficultés à obtenir des intrants, à introduire dans leurs exploitations des pratiques de gestion et des technologies efficaces, à financer des investissements et à accéder aux marchés à des prix

rémunérateurs. Leur situation est devenue plus critique à l'heure où le pays passe d'une économie centralement planifiée à une économie axée sur le marché, qui doit satisfaire aux exigences de la mondialisation et de l'accès à l'Union européenne (UE). Le FIDA est l'un des rares donateurs dans ce pays à travailler avec les petits exploitants agricoles. Son projet antérieur a eu des retombées très positives et se prête bien à une reproduction à plus grande échelle.

5. Le projet proposé repose sur l'hypothèse de développement suivante: le fait d'organiser les petits exploitants agricoles et de les doter de compétences techniques et commerciales, d'un accès aux marchés et aux services financiers peut les aider à s'orienter vers une production commerciale, leur permettre d'être plus compétitifs, d'où un accroissement des revenus et de l'emploi. Une situation qui contribuera à la réduction de la pauvreté et renforcera la sécurité alimentaire nationale. L'objectif du projet est compatible avec la Stratégie de développement et la Stratégie d'intégration sociale du pays¹. Le projet favorisera l'inclusion sociale – dans un pays se relevant de nombreuses années de conflit – en encourageant la participation de la population inactive et sa réintégration dans le marché de l'emploi et la vie sociale.
6. Ce projet donne l'occasion de construire des synergies avec d'autres donateurs et de partager l'expérience de leurs investissements dans la fourniture de services financiers et le développement des infrastructures. Il aidera les petits exploitants agricoles à obtenir la certification pour l'accès aux marchés de l'UE.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le projet sera mis en œuvre dans 27 municipalités de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et dans 20 municipalités de la Republika Srpska. Ces municipalités ont été retenues en raison de la faiblesse de leur niveau de développement et de leur classement socioéconomique, de leur participation limitée aux précédents projets du FIDA et de leur potentiel à reproduire à plus grande échelle des interventions qui se sont révélées très concluantes dans de précédentes opérations du FIDA. De plus, seront ciblées au sein de ces municipalités les communautés les plus démunies et les moins développées, notamment grâce à la composante infrastructure rurale.
8. Ce projet ciblera 20 000 ménages de toutes nationalités, à savoir: i) les petits exploitants agricoles, hommes et femmes, intéressés par l'agriculture commerciale; ii) les membres des associations de producteurs et des coopératives agricoles en contact avec les petits exploitants agricoles; et iii) les femmes et les jeunes chômeurs intéressés par un emploi salarié non agricole ou par une activité autonome. Les ménages dirigés par une femme constitueront près de 25% du groupe cible.

B. Objectif de développement du projet

9. L'objectif de développement du projet est, d'une part, d'aider les exploitants agricoles pratiquant une agriculture de subsistance à passer à une agriculture commerciale et, d'autre part, de favoriser le développement du secteur des entreprises non agricoles pour créer des emplois en milieu rural. Le projet devrait profiter directement à 20 000 ménages ruraux. Parmi les résultats attendus de ce projet, citons: i) un accroissement de la productivité et de l'esprit d'entreprise grâce à un renforcement des services consultatifs et commerciaux; ii) un accès accru à des services financiers durables; et iii) un accès amélioré aux marchés et aux débouchés commerciaux. Au moins 75% des ménages ciblés devraient voir leurs revenus agricoles s'accroître de 30% en moyenne et leurs revenus non agricoles de

¹ Au terme de la Stratégie de développement à moyen terme 2004-2007, le gouvernement a préparé la Stratégie de développement et la Stratégie d'intégration sociale de la Bosnie-Herzégovine.

50%. La proportion des femmes et des jeunes chômeurs dans l'emploi salarié devrait s'accroître de 5%.

C. Composantes/résultats

10. Le PDER comprendra quatre composantes: i) l'appui aux entreprises rurales; ii) l'investissement dans les entreprises rurales; iii) l'infrastructure de marché rurale; et iv) la gestion du projet. Ces composantes devront fonctionner de manière très intégrée et synergique pour produire un impact maximal sur les ménages ciblés.
11. La composante appui aux entreprises rurales comportera trois sous-composantes: i) le développement des entreprises agricoles; ii) les services de développement aux entreprises; et iii) le développement des entreprises non agricoles.
La composante investissement dans les entreprises rurales permettra l'accès aux services financiers et fonctionnera avec deux groupes de clients principaux: i) les petits producteurs et les entrepreneurs ruraux, qui se verront offrir des prêts d'une durée maximale de cinq ans; et ii) les entreprises rurales liées à l'une des principales filières soutenues par le projet, qui se verront également offrir des prêts. Des mesures innovantes pour financer les sociétés du secteur privé qui passent des accords contractuels avec les associations de producteurs et les coopératives agricoles seront encouragées, car ces dernières se sont révélées très efficaces pour procurer de l'argent aux petits exploitants agricoles en temps voulu, pour répondre aux besoins en capitaux des transformateurs et des grossistes, pour assurer en temps voulu le paiement des marchandises aux agriculteurs et pour fournir une source sûre de remboursement grâce à la déduction des versements à la source, réduisant de ce fait les coûts de transaction des institutions financières. La composante infrastructure rurale sera conçue pour renforcer l'accès aux marchés à travers toute une gamme de mesures à entreprendre en partenariat étroit avec les autorités municipales. Les mesures choisies devront toutes faire la preuve de leur efficacité à renforcer le développement économique et à améliorer les moyens de subsistance. Parmi les principaux types d'infrastructure pouvant être retenus dans le cadre de la composante infrastructure de marché rurale, citons: les routes de villages et les routes de desserte, y compris les ponts; les points d'eau pour le bétail aux pâturages; les systèmes d'irrigation à petite échelle; et l'approvisionnement en eau à usage domestique et l'évacuation des eaux usées. La composante gestion du projet financera les coûts supplémentaires relatifs à la gestion et à la coordination du projet par l'unité de coordination du projet (UCP) déjà en place dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine et par l'unité de coordination des projets agricoles (UCPA) en place dans la Republika Srpska.
12. Les résultats attendus de ce projet sont les suivants: i) un accroissement de la productivité et de l'esprit d'entreprise grâce au renforcement des services consultatifs et commerciaux; ii) un accès accru à des services financiers durables; et iii) un accès amélioré aux marchés et aux débouchés commerciaux. Au moins 75% des ménages ciblés devraient voir leurs revenus s'accroître de 30% en moyenne pour les revenus agricoles et de 50% pour les revenus non agricoles, tandis que la part des femmes et des jeunes chômeurs dans l'emploi salarié devrait connaître une augmentation de 5 à 10%.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. Le projet adoptera une approche axée sur la demande afin d'inclure les agriculteurs et les institutions rurales les plus entrepreneurs. Ainsi, les services fournis par le projet porteront leurs fruits et auront un impact important sur l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Des cibles favorisant l'intégration sociale et l'égalité des sexes sont prévues pour garantir la participation des personnes de toute nationalité, des femmes et des jeunes aux diverses activités du projet.

B. Cadre organisationnel

14. Le PDER s'appuiera sur des dispositifs déjà mis en place pour les projets que le FIDA mène actuellement en Bosnie-Herzégovine, et qui, dûment testés, ont fait la preuve de leur efficacité. La Bosnie-Herzégovine fera approuver le projet par le biais de ses institutions pour garantir sa compatibilité avec ses politiques et stratégies nationales. Le gouvernement central transférera ensuite le montant du prêt et les responsabilités de l'exécution du projet aux gouvernements des deux entités (Fédération de Bosnie-Herzégovine et Republika Srpska) par l'intermédiaire de leurs Ministères de l'agriculture respectifs. Dans chaque entité, un comité de pilotage interministériel sera chargé de vérifier que l'exécution du projet obéit à de solides procédures financières et administratives s'inscrivant dans le cadre institutionnel et politique du gouvernement.
15. Les UCP/UCPA en place mettront en œuvre le projet. L'exécution des projets en cours du FIDA ont permis à ces unités d'acquérir une expérience et une expertise opérationnelles dans la compréhension des capacités et des aspirations des groupes cibles du FIDA ainsi que dans le soutien proactif à apporter aux projets pour surmonter les principaux obstacles à leur développement. Elles sont également très au fait des systèmes, procédures et exigences requis par le gouvernement, les prestataires de services, le FIDA et les cofinanceurs. Elles concluront des mémorandums d'accord avec les parties prenantes impliquées dans l'exécution des activités du projet, notamment les autorités municipales, et passeront des marchés officiels fondés sur les résultats avec des contractants et des prestataires de services.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. La mise en œuvre du projet respectera les plans de travail et budgets annuels (PTBA) préparés en étroite concertation avec les représentants des bénéficiaires et les prestataires de services et qui reflètent les besoins et priorités réels des bénéficiaires. Les informations recueillies lors de l'atelier annuel interentités pour l'examen de l'état d'avancement du projet permettront d'ajuster la stratégie de mise en œuvre.
17. Le système de suivi-évaluation (S&E) sera le principal outil de feed-back utilisé pour améliorer l'efficacité, l'efficience, la durabilité, la pertinence et l'impact des activités du projet. La responsabilité globale des activités de S&E sera confiée aux deux unités de coordination, qui les conduiront dans le respect des règles du FIDA relatives à la gestion axée sur l'impact en matière de développement rural: guide pratique S&E des projets et manuel d'utilisation du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, en coordination avec les systèmes de S&E et les sites web des Ministères de l'agriculture des deux entités. Les systèmes de S&E incluront à la fois un S&E de l'état d'avancement et de l'impact.
18. Le suivi de l'exécution du projet se concentrera sur l'analyse financière et technique de la performance du projet, en utilisant les indicateurs de performance du cadre logique du projet. Ces indicateurs comprendront les indicateurs SYGRI spécifiques au projet, établis de concert avec les parties prenantes au cours de l'atelier de lancement et des ateliers annuels interentités pour l'examen de l'état d'avancement du projet.
19. Le suivi de l'impact portera sur les indicateurs de résultat et d'impact spécifiés dans le cadre logique du projet, sur la base, le cas échéant, d'enquêtes et d'études ad hoc. Une étude de référence sera conduite juste avant le démarrage du projet pour définir le statut socioéconomique du groupe cible, de manière à permettre la mesure de l'impact du projet à un stade ultérieur. Des études d'impact par sondage des bénéficiaires seront effectuées au besoin auprès de certains ménages afin d'évaluer les effets du projet et ses premières répercussions. Un examen à mi-parcours sera réalisé conjointement par le gouvernement et le FIDA à la fin de

la troisième année du projet. À la clôture du projet, une évaluation terminale fournira la matière du rapport d'achèvement du projet.

20. Compte tenu de l'apport potentiel de ce projet en termes d'enseignements tirés, les informations, les expériences et les résultats le concernant seront réunis et diffusés de manière continue au sein du pays et du FIDA. La présentation d'exemples de réussites et d'échecs et l'élaboration de brèves notes thématiques sur les aspects clés du projet ont été prévues lors de l'élaboration du budget. En coordination avec le Ministère central des finances et du trésor, ces notes seront présentées dans des forums de donateurs ainsi que dans tout autre forum d'information. Dans la mesure où les habitants des zones rurales de Bosnie-Herzégovine sont de plus en plus nombreux à utiliser l'internet, les unités de coordination créeront des sites web pour communiquer des informations concernant les objectifs, activités, prévisions et résultats du projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Les Ministères de l'agriculture de chaque entité seront chargés de la gestion financière du projet et de la coordination de l'ensemble des rapports financiers émanant de leurs partenaires d'exécution respectifs. Les retraits effectués sur les comptes de prêt et de don du FIDA seront directement versés aux unités de coordination respectives, sur la base de demandes d'autorisation conformes aux PTBA. L'UCP et l'UCPA tiendront un registre complet des comptes, conformément aux exigences du FIDA.
22. Les passations de marché pour les fournitures, travaux et services à financer sur les fonds du FIDA seront effectuées conformément aux directives du FIDA pour la passation des marchés et seront compatibles avec les PTBA dûment approuvés. Elles auront toutes pour objet d'obtenir le meilleur rapport qualité/prix.
23. Les décaissements principaux seront soumis à un audit interne de la part des vérificateurs du Ministère des finances de chaque entité, s'il y a lieu. Les états financiers annuels du projet seront soumis à des contrôles annuels – effectués par des commissaires aux comptes externes agréés, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

E. Supervision

24. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Les missions de supervision et d'appui à l'exécution seront conduites par le FIDA tous les six mois et couvriront les aspects fiduciaires, l'appui à la mise en œuvre et l'évaluation de l'impact. La première mission de supervision sera programmée pour coïncider avec l'atelier de démarrage, et l'une des missions de supervision semestrielles sera fixée au même moment que l'atelier annuel interentités pour l'examen de l'état d'avancement du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

25. Le coût total du projet, y compris les imprévus techniques et les hausses de prix, est évalué à 30,22 millions d'USD (43,39 millions de marks BiH [KM]) pour la période de cinq ans prévue pour le projet. Les imprévus techniques et les hausses de prix représentent environ 7% du coût total du projet. Pour le calcul de ce coût, il a été utilisé un taux d'inflation de 3% pour les dépenses en monnaie locale et de 2% pour les dépenses extérieures, conformément aux prévisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Un taux constant pour la parité des pouvoirs d'achat a été appliqué pour l'estimation du taux de change durant la période de mise en œuvre du projet. Les coûts par composante sont présentés dans le tableau ci-après.

B. Financement du projet

26. Le projet sera financé par un prêt du FIDA d'un montant de 12,72 millions d'USD, accordé à des conditions durcies, et par un don du FIDA d'environ 0,78 million d'USD à utiliser pour renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et soutenir la commercialisation. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international versera à la Fédération de Bosnie-Herzégovine un montant de 5,35 millions d'USD destiné à financer la composante infrastructure de marchés ruraux et la République Srpska garantira un financement correspondant d'environ 3,43 millions d'USD en faveur de cette composante. Les gouvernements des deux entités fourniront une contribution conjointe de 3,36 millions d'USD, soit par prévision d'une exonération/renonciation, soit par paiement d'une taxe à la valeur ajoutée ou autres taxes/droits applicables, etc. Les autorités municipales et les bénéficiaires apporteront ensemble 2,74 millions d'USD, soit 21% du coût de l'infrastructure matérielle et d'une partie de la contribution pour soutenir l'esprit d'entreprise au sein des associations de producteurs et des coopératives agricoles. Les institutions financières participantes apporteront 1,8 million d'USD pour mobiliser les fonds du FIDA en faveur de la finance rurale, soit 20% du coût total de cette composante. Ce dispositif de financement est exposé en détail dans le tableau ci-après.

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Fonds de l'OPEP		Municipalités/ Bénéficiaires		Institutions financières participantes		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Appui aux entreprises rurales	1,73	52,3	0,66	19,9	0,56	16,8	-	-	0,36	11,0	-	-	3,30	10,9
2. Investissements dans les entreprises rurales	7,39	80,0	-	0,0	-0,00	0,0	-	-	-	0,00	1,85	20,0	9,23	30,6
3. Infrastructure de marché rurale	0,84	5,8	-	0,0	5,89	47,0	5,35	37,1	2,37	16,4	-	-	14,45	47,8
4. Gestion du projet et unités de coordination	2,76	85,2	0,13	3,9	0,35	10,9	-	-	-	0,00	-	-	3,24	10,7
COÛT TOTAL DU PROJET	12,72	42,1	0,78	2,6	6,80	22,5	5,35	17,7	2,74	9,1	1,85	6,1	30,23	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

27. L'organisation des petits exploitants agricoles en coopératives agricoles et en associations de producteurs, conjuguée à des actions de formation pour que l'activité agricole soit gérée comme une entreprise, permettra à ces petits exploitants d'augmenter leur rendement, d'adapter leur production à la demande du marché, d'accéder plus facilement au marché intérieur et à l'exportation et de renforcer leur pouvoir d'achat. Un meilleur accès aux services financiers devrait déclencher des investissements dans bon nombre d'agro-industries et d'entreprises rurales pour la production, les services après récolte, la transformation et le transport, ce qui favorisera l'intégration des petits exploitants dans les filières agricoles. Une amélioration des infrastructures sociales et commerciales entraînera de meilleures conditions de vie et renforcera les liens avec les marchés et les services sociaux. Le cumul de ces initiatives devrait accroître le revenu agricole des ménages participant au projet de 30% et leur revenu non agricole de 50%. La capacité de transformation et d'exportation du secteur privé devrait également s'accroître puisqu'il aura à traiter un plus grand volume de denrées agricoles en provenance des municipalités ciblées par le projet. Parmi les bénéfices non quantifiables, on peut citer l'autonomisation des petits exploitants agricoles et des populations rurales pauvres, y compris les femmes, qui leur permettra de prendre des décisions significatives concernant leurs moyens individuels ou collectifs de subsistance ou de faire pression sur les gouvernements locaux ou autres institutions pour l'obtention d'un cadre politique porteur.
28. Si l'on se base sur un coût d'opportunité du capital de 10%, le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 19,7%, avec une valeur actuelle nette présentant un excédent de 25,3 millions d'USD. Ce taux de rentabilité ne fléchit que légèrement (18,5%) si les coûts subissent une majoration de 10%. Ces indicateurs établissent la faisabilité économique du projet.

D. Durabilité

29. Les relations entre le secteur privé et les organisations de petits exploitants agricoles favorisées par le projet reposeront sur la promotion des intérêts commerciaux à long terme pour tous les partenaires et créeront un intérêt mutuel à pérenniser les avantages de cette collaboration. La durabilité des services financiers sera garantie par le choix d'institutions financières solides et opérationnellement autonomes qui ont la volonté stratégique de fournir des services aux groupes cibles du FIDA. Quant à la durabilité de l'infrastructure de marché rurale, elle sera assurée par des critères de sélection soulignant sa faisabilité technique et économique; les autorités municipales s'engageront par ailleurs à assumer le fonctionnement et la maintenance de ces équipements au-delà de la durée de vie du projet.

E. Identification et atténuation des risques

30. Le risque relatif à une réticence des coopératives agricoles et des associations de producteurs à collaborer est faible. Ce risque sera atténué en ne travaillant qu'avec les coopératives agricoles et les associations de producteurs qui font preuve d'un engagement et d'une motivation élevés à participer à l'agriculture commerciale. Il y a un risque modéré que les petits exploitants agricoles et les femmes soient exclus des activités du projet. Ce risque sera atténué par la stricte application des critères définis pour choisir les coopératives et les associations.
31. Il existe enfin un risque inhérent au projet: l'environnement institutionnel et politique complexe prévalant dans le pays, qui a été à l'origine de fréquentes impasses politiques et a entravé de rapides avancées en matière de réformes politiques et économiques. Cette situation a freiné le développement d'une infrastructure institutionnelle nationale pleinement propice à une économie de marché et à l'intégration dans l'UE. L'objectif d'adhésion à l'UE devrait permettre d'engager cette réforme.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

32. La conception du projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 ainsi qu'aux politiques du FIDA en matière de ciblage, de finance rurale et de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Le PDER favorisera un environnement soucieux de l'égalité des sexes et favorable à sa mise en œuvre à travers des activités variées de renforcement des capacités, une représentation équilibrée entre hommes et femmes au sein du personnel et des aménagements dans la gestion du programme.
33. Le projet est classé en catégorie B car il ne risque pas d'avoir d'effet négatif notable sur l'environnement.

B. Alignement et harmonisation

34. Le projet est compatible avec le Document de stratégie de développement à moyen terme (SDMT) du gouvernement, également appelé Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ainsi qu'avec les récents projets que sont la Stratégie de développement et la Stratégie d'intégration sociale du pays. Plus spécifiquement, il est dans le droit fil des politiques agricoles du SDMT/DSRP, qui visent à: i) mettre en valeur le potentiel naturel et humain et créer des emplois en milieu rural; ii) renforcer la compétitivité du secteur agricole national; et iii) favoriser le développement des zones rurales. Le projet est également compatible avec la stratégie de développement agricole et rural de chaque entité.
35. Au-delà du cofinancement de 8,8 millions d'USD du Fonds de l'OPEP pour le développement international, le projet cherchera à établir un cadre de collaboration pour la mise en œuvre, comprenant des dispositifs de coordination nationale pour un dialogue entre donateurs et entre les donateurs et le gouvernement ainsi que les modalités d'intervention des autorités locales – inscrites dans les systèmes de

planification municipale et communautaire pour la sélection des investissements au niveau des sous-projets.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

36. Le projet offre plusieurs possibilités d'innovation, notamment: i) le renforcement des capacités des prestataires de services pour la mise en place de services agricoles et de systèmes de développement commercial fournissant des conseils axés sur la demande et au profit des pauvres; ii) l'appui aux acteurs non étatiques et le renforcement de leur pouvoir d'action (formations pour le secteur privé, les petites et moyennes entreprises et les associations de producteurs) dans le développement et le fonctionnement de la filière; iii) la recherche d'exigences autres en matière de garantie pour les prêts commerciaux – une pierre d'achoppement importante pour les bénéficiaires qui cherchent à emprunter –, tels des contrats tripartites entre les institutions financières participantes, les emprunteurs et les transformateurs des produits des emprunteurs; et iv) le renforcement de la durabilité des institutions communautaires (par exemple, les associations de producteurs et les coopératives) grâce à l'établissement de liens durables avec les institutions publiques locales.
37. Le PDER comporte un élément essentiel à la lutte contre la pauvreté rurale à plus grande échelle car il synthétise des expériences réussies (espace de savoir) en se centrant sur quatre parcours principaux de transposition à plus grande échelle: i) développement/renforcement des investissements économiques en et hors agriculture par le biais de crédits consentis par les institutions financières participantes, qui assument une partie significative des prêts (20%) avec leurs fonds propres. L'accent est mis sur la chaîne de valeur tout entière, de la production aux services après récolte (par exemple, transformation alimentaire, emballage, transport, stockage, commercialisation), et sur le renforcement des capacités et le développement institutionnel, les facteurs les plus importants étant les demandes de crédit non satisfaites et la taille de l'espace financier à créer (c'est-à-dire les fonds à rendre disponibles pour le crédit); ii) promotion des services financiers ruraux en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté – construction et consolidation de la base financière des institutions financières participantes. L'existence d'un *espace institutionnel et politique* pour le développement d'une politique et de cadres institutionnels et réglementaires favorables, comprenant la compétitivité dans le secteur bancaire, constitue un élément déterminant; iii) construction/réhabilitation de l'infrastructure rurale économique par le biais d'aides financières pour éliminer les obstacles infrastructurels et améliorer, ce faisant, les liens avec le marché et les revenus des ruraux pauvres. En ce qui concerne le parcours i), les facteurs importants sont les demandes de crédit non satisfaites et la taille de l'espace financier à créer; et iv) renforcement des capacités des prestataires de services pour la mise en place de programmes agricoles et de systèmes de développement commercial fournissant des conseils axés sur la demande et au profit des personnes pauvres. L'élément clé de la réussite pour ces services d'appui commercial et technique et pour la reproduction à plus grande échelle de la filière réside dans la création d'un espace institutionnel approprié.

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Grâce à un travail de concertation, le projet s'efforcera: i) de promouvoir des mesures pour relier les groupes cibles aux marchés d'une manière efficace, compétitive et durable, sans oublier les problèmes liés aux normes de qualité et de certification; ii) de garantir aux groupes cibles un accès durable et le plus large possible aux services financiers ruraux, en cherchant notamment à développer des solutions de rechange acceptables aux exigences actuelles en matière de garanties; iii) de passer d'un régime de prix directs et de subventions à la production à un système de soutien axé sur l'investissement afin de rendre possible l'attribution par l'UE de fonds de préadhésion au bénéfice du développement rural; iv) d'évaluer les

risques liés au changement climatique et de mener des actions de sensibilisation dans ce domaine, par rapport à ses impacts directs et indirects sur les moyens de subsistance des personnes pauvres et sur leurs systèmes de production; et v) de promouvoir la participation de la société civile et du secteur privé, notamment la conclusion d'accords de partenariats public/privé avec garanties adéquates, pour assurer un niveau approprié d'investissement dans l'infrastructure économique rurale.

VI. Instruments juridiques et autorité

39. Un accord de financement entre la Bosnie-Herzégovine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
40. La Bosnie Herzégovine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la Bosnie-Herzégovine un prêt à des conditions durcies d'un montant équivalant à huit millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (8 050 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la Bosnie-Herzégovine un don d'un montant équivalant à cinq cent mille droits de tirage spéciaux (500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Business Development Project"

(Negotiations concluded on 15 November 2011)

FINANCING AGREEMENT

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Rural Business Development Project (RBDP) (the "Project")

Bosnia and Herzegovina (the "Borrower/Recipient")

and

the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. All provisions of the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") shall apply to this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"). Part A of the Project shall be carried out by the Federation of Bosnia and Herzegovina ("the Federation"), and Part B of the Project shall be carried out by Republika Srpska ("the RS") and, for this purpose, the Borrower/Recipient shall make available to the Federation and the RS the respective parts of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Agreement and in accordance with the provisions of Subsidiary Agreements between the Borrower/Recipient and each of the Federation and the RS.
4. The Borrower/Recipient intends to obtain from the OPEC Fund for International Development ("OFID") a loan in the amount of approximately USD 5.35 million (the "OFID Loan") to assist in financing Part A of the Project on terms and conditions to be set forth in an agreement (the "OFID Loan Agreement") between the Borrower and OFID. Republika Srpska will secure corresponding financing of approximately USD 3.43 million for Part B of the Project.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is SDR 8 050 000.
 - B. The amount of the Grant is SDR 500 000.

2. The Loan is granted on hardened terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. Amounts withdrawn in advance from the Loan and Grant Accounts shall be held in four Designated Accounts denominated in Euro which shall be opened and maintained by the Borrower/Recipient in banks acceptable to the Fund (separate accounts for Loan and Grant proceeds for each of the two Entities). There shall be four Project Accounts denominated in local currency (separate accounts for Loan and Grant proceeds for each of the two Entities), to be opened in banks acceptable to the Fund.
7. Counterpart financing shall be provided for Part A of the Project for a total amount of approximately USD 1 940 000 and for Part B of the Project for a total amount of approximately USD 1 420 000 in accordance with the approved annual work plans and budget of the Project to cover all taxes and duties.

Section C

1. The Lead Project Agencies shall be the Federal Ministry of Agriculture, Water Management and Forestry for Part A and the Ministry of Agriculture, Forestry and Water Management of the Republika Srpska for Part B.
2. The following are designated as additional Project Parties: the Federation and the RS.
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement: the OFID Loan Agreement shall have been suspended.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement: the OFID Loan Agreement shall have been cancelled
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) for Part A of the Project the OFID Loan Agreement, the Project Agreement between IFAD and the Federation and the Federation Subsidiary Agreement shall all have been signed;
 - (b) for Part B of the Project the RS shall have secured adequate corresponding financing and the Project Agreement between IFAD and the RS and the RS Subsidiary Agreement shall have both been signed.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance and Treasury
Trg Bosne i Hercegovine br. 1
71000 Sarajevo
Bosnia and Herzegovina

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

BOSNIA AND HERZEGOVINIA

Authorised Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Project Area. The Project shall be implemented in 27 municipalities in the Federation of Bosnia and Herzegovina and 20 municipalities in Republika Srpska. The selection of these municipalities is based on their low development and socio-economic ranking, their limited participation in previous IFAD projects and the potential for scaling up some of the interventions which have demonstrated high impact in previous IFAD projects. Furthermore, within these selected municipalities the most deprived and undeveloped communities shall be targeted, especially by the rural infrastructure component. In the Federation, the selected municipalities are distributed in nine cantons as follows; Hercegovina-Neretva canton: Neum, Ravno and Stolac; Sarajevo canton: Trnovo; Bosnian Podrinje canton: Foča-Ustikolina, Goražde and Pale-Prača; Zenica-Doboj canton: Vareš and Breza; Livno canton: Drvar, Bosansko Grahovo, Glamoč and Kupres; Central Bosnia canton: Dobretići, Jajce and Gornji Vakuf; Una-Sana canton: Bosanska Krupa, Bosanski Petrovac and Bužim; Tuzla canton: Čelić, Teočak, Sapna, Kalesija and Kladanj; Posavina canton: Orašje and Odžak; and West Herzegovina canton: Grude. In the RS the 20 municipalities will include the following; Jezero, Šipovo, Kupres, Mrkonjić Grad, Ribnik, Istočni Drvar, Petrovac, Oštra Luka, Krupa na Uni, Novi Grad, Kostajnica, Kozarska Dubica, Petrovo, Pelagićevo, Donji Žabar and Vukosavlje, Šamac, Brod, Derventa and Srbac.

2. Target Population. The Project shall target 20,000 households of all nationalities including: (i) smallholder farmers, both men and women interested in commercial agriculture; (ii) Producer Associations and Agriculture Cooperatives with an outreach to smallholder farmers; and (iii) women and unemployed youth interested in non-farm wage employment or self-employment. Women headed households comprise nearly 25% of the target group.

3. Goal and Purpose. The Project goal shall be rural poverty reduction by raising the target groups incomes and strengthening their resilience by building profitable farm and non-farm enterprises in Bosnia-Herzegovina. The purpose of the Project shall be to help subsistence farmers transform to commercial farming and help in developing the non-farm enterprise sector for rural employment generation. The expected outcomes of the project include: (i) increased productivity and enterprise through strengthened business and advisory services; (ii) increased access to sustainable financial services and (iii) improved access to markets and business opportunities. At least 75% of the targeted households are expected to report 30% increase in average household agricultural income and 50% increase in non-farm incomes. The share of women and unemployed youth in wage employment is expected to increase by 5%.

4. Components. The Project shall consist of four components (a) Rural Business Support (b) Rural Business Investments (c) Rural Market Infrastructure and (d) Project Management. The components are expected to work in close integration and synergy for maximum impact on the targeted households.

a. Rural Business Support Component

The Rural Business Support Component shall consist of three sub-components: (i) Farm Enterprise Development, (ii) Business Development Services and (iii) Non-Farm Enterprise Development.

(i) *Farm Enterprise Development Sub-component.* The Project shall provide training to 6000 smallholder farmers for enhancing agriculture productivity. The aim will be to increase yields, product quality and value of existing farm enterprises through provision of advice and training; promotion of high value crops, demonstration of improved and appropriate technologies and practices for the horticulture and livestock sectors; improved agriculture inputs, improvement in herds and livestock production and management practices, enhancing food safety standards, strengthening of Good Agriculture and environmentally sound practices. All activities will be market-driven and designed to assist beneficiary farmers to improve the productivity, marketability and profitability of their produce.

In addition to training, the Project shall set up/provide:

- An *Enterprise Support Fund* to encourage members of Producer Associations and Agriculture Cooperatives to invest in new and improved infrastructure or equipment that will enhance producer links to the market and allow smallholders to gain a higher market share and increased income.

- '*Seed funding*' of up to KM 15,000 on a matching basis to well-managed profit-oriented cooperatives that can be competitive in the current environment and have the potential to benefit a large number of co-operants, generate additional incomes or employment. The seed funding shall be matched by contributions from the local Municipality and recipients themselves, and supplemented by facilitating additional loans through the Project, if required for the purposes of the business investments. The Project will link the financial support provided to funding already available from such sources as the Investment Development Bank in RS and help its clients obtain Guarantees from the RS Guarantee Facility when that becomes available.

- The *Rural Women Leaders initiative*, aiming to address the low entrepreneurial confidence of rural women by enhancing peer methodologies and leadership skills among women, strengthen women's technical capacity to engage in rural enterprise development and business skills training, strengthen and establish commercially geared producer associations and cooperatives, through which women can better access training, markets, storage and packaging solutions as well as professional networks. This activity is expected to cover around 300 women or 150 in each entity.

(ii) *Business Development Services Sub-component.* In order to link small farmers to the market, the Project shall strengthen around 60 Producer Associations and Agriculture Cooperatives with a membership of approximately 4,200. It shall provide training, on-the-job mentoring, and facilitate expansion of market linkages (e.g. connecting with downstream customers or larger traders/ wholesalers/retailers, processors, etc.). The Project shall assist Agriculture Cooperatives, Producer Association and other market intermediaries providing small farmers with opportunities to participate more actively in value chains and adoption of standards such as Hazard Analysis and Critical Control Points (HACCP), European Good Agriculture Practices (EuroGAP) and ISO 22,000 standard developed by the International Organization for Standardization dealing with food safety standards. Through training, technical assistance, marketing and assistance to obtain certification, rural entrepreneurs, both farm and non-farm, shall be assisted to develop and expand their enterprises which create opportunities to enhance incomes and rural employment and add value to the rural economy.

(iii) *Non-Farm Enterprise Development Sub-component.* The Project shall focus on creating jobs for women and unemployed youth given the lack of opportunities in rural areas and the high unemployment rate for these two groups. The project will provide support which will include identification of business and employment opportunities, preparation of technical and business feasibilities, access to financing through its rural finance component. For a few selected enterprises with the potential for employment

generation, a small one-time initial capital assistance with some contribution from the Project will also be considered. This sub-component will be expected to provide training for employment creation for around 1000 women and unemployed youth. In addition, the Project will (i) find special placements opportunities through collaboration with the private sector as apprentices (ii) collaborate closely with municipalities' business zones to facilitate youth employment (iii) develop loan products for un-employed youth for start-up businesses in collaboration with public sector support programmes and (iv) collaborate with ILO to publicize their research and analysis of development sectors with employment potential.

b. Rural Business Investments Component

The Rural Business Investment Component shall provide access to financial services and operate with two main client groups, (i) smallholder producers and rural entrepreneurs, who shall be provided loans for up to five years and (ii) rural enterprises connected to one of the main project supported value chains who shall be provided loans. Innovative arrangements for financing private sector firms with contractual arrangements with Producer Associations and Agriculture Cooperatives shall be encouraged as these have proved to be very effective in providing timely finance to small farmers, address the working capital requirements of processors and wholesalers, ensure timely payments to farmers for their produce and provide a secure source of repayment through deduction of instalments at source thereby reducing the transaction cost of financial institutions.

The Rural Business Investment Component shall also provide a refinancing facility to commercial banks and a pre-financing facility to MCOs for term finance for private individuals (farmers and micro enterprises) and for rural small and medium enterprises (SMEs). A revolving fund of USD 9.23 million (KM 12.9 million) will be provided under this component of which about 5.85 million USD will be for the Federation and 3.38 million USD for RS. This amount will be 80% of total lending funds and an additional 20% or USD 1.85 will be contributed by Participating Financial Institutions (PFIs). Project allocations in support of rural business investments will be disbursed during the five year project implementation period and reflows will be immediately revolved by the contracted PFI. It is expected that the project will provide loans to 1387 smallholder farmers and 46 enterprises. The loan funds will be provided to the participating PFIs for at least 10 years as a revolving fund.

c. Rural Market Infrastructure Component

The Rural Infrastructure component shall enhance access to markets through a broad range of schemes which shall be undertaken in close partnership with municipal governments. All selected schemes will have to demonstrate the potential of the scheme to enhance economic opportunities and improved livelihoods. The main types of infrastructure that shall be eligible under the Rural Marketing Infrastructure component shall include infrastructure such as village and feeder roads including bridges, pasture livestock water points, small-scale irrigation systems, domestic water supply and sewerage systems.

d. Project Management Component

The Project Management component shall finance all the incremental costs of project management and coordination by the Project Coordination Unit (PCU) in the Federation and the Agricultural Projects Coordination Unit (APCU) in the RS.

II. Implementation Arrangements

1. The Project shall adopt a demand-driven approach for including the most entrepreneurial-minded farmers and rural institutions thereby assuring that the project provided services will bear fruit and have high impact on rural livelihoods development. Social Inclusion and Gender Equity-specific targets are included to ensure the participation of all nationalities, women and youth in different project activities. The organizational framework of the Project shall be built on the arrangements already in place for the ongoing IFAD projects in Bosnia and Herzegovina which are well tested and have proved effective in the past. The Borrower/Recipient shall approve the Project through its institutions ensuring its consistency with national strategies and policies, and then will pass the proceeds of the Financing and the responsibility for Project implementation to the two Entity governments (the Federation and RS), through their ministries of agriculture as the Lead Project Agencies. In each Entity, an inter-ministerial Project Steering Committee (PSC) shall be responsible for ensuring that the project is implemented in accordance with sound financial and administrative procedures within the government policy and institutional framework.
2. *Project Implementation Manual (PIM)*. The PSC shall approve a draft Project Implementation Manual and submit it for non-objection to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified only with the prior consent of the Fund.
3. *Mid-Term Review (MTR)*. A Mid-term review shall be conducted at the end of project year three, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the Lead Project Agencies and IFAD.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed all net of tax
A. Part A of the Project in the Federation			
I. Enterprise Support Fund	31 000	32 000	100% net of municipalities/beneficiaries contributions
II. Revolving Investment Fund	2 810 000		100% net of PFI contributions
III. Civil Works	275 000		100% net of co-financier and Municipalities/beneficiaries contributions
IV. National Technical Assistance, Training, Workshops and Studies	585 000	255 000	100% net of co-financier contribution
V. (a) Equipment	91 000	14 000	100%
VI. Incremental Operating Costs	775 000		100%
Unallocated	238 000		
B. Part B of the Project in the RS			
I. Enterprise Support Fund	50 000	13 000	100% net of municipalities/beneficiaries contributions
II. Revolving Investment Fund	1 626 000		100% net of PFI contributions
III. Civil Works	190 000		100% net of cofinancing and Municipalities/beneficiaries contributions
IV. National Technical Assistance, Training, Workshops and Studies	560 000	160 000	100% net of cofinancing
V. (b) Vehicles and equipment	50 000	26 000	100%
VI. Incremental Operating Costs	615 000		100%
Unallocated	154 000		
TOTAL	8 050 000	500 000	

(b) The grant allocations for categories I, IV, V and VI shall cover expenditure for specific activities relating to Support to Producer Associations and Gender Woman Leader programmes.

Logical framework

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Monitoring Mechanism & Information Sources	Assumptions/Risks
<p>PROJECT GOAL Sustained improvement in the livelihoods particularly incomes and employment of the poor rural communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households who have renovated their homes and up-graded household assets in targeted municipalities Consolidating the gains in reducing child malnutrition (reported at 11.6% in 2006). 	<p>Living Standard Measurement Surveys (LSMS), Household Budget Surveys (HBS) Agency for Statistics of BiH Multi-Cluster Indicator Survey by UNICEF (2011 and subsequent years).</p>	<p>Peace and stability;</p>
<p>PROJECT OBJECTIVES To help subsistence farmers in 20,000 rural households transform to commercial farming and help in developing the non-farm enterprise sector for rural employment generation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> At least 75% of the targeted HHs report increased incomes from agriculture. 30% increase in average HH income from agriculture 50% increase in average HH non-farm income Increase in share of women in wage employment in the non-farm sector by 5% from 35% to 40% in the project municipalities Increase in share of youth in non-farm wage employment by 5% /reduction in unemployment rate of youth from 48% to 43% in project municipalities. 	<p>Panel surveys at baseline, Mid-term and project completion Surveys ; Labour Force Survey 2011. Millennium Development Goals Report for 2015. Records of Participating Municipal Governments. All surveys gender-disaggregated.</p>	<p>Peace and stability.</p>
<p>PROJECT OUTCOMES & OUTPUTS</p> <p>COMPONENT 1: Rural Business Support Outcome 1: Increase in productivity and enterprise OUTPUTS: Strengthened Producer Associations and Agriculture Cooperatives. Farmers and enterprises with upgraded technical and business skills.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the volume and quality of agriculture products marketed (20%). No of jobs generated for women and the unemployed disaggregated by gender and age (600 jobs). No of enterprises operating on a sustainable basis. 60 Marketing Groups (PAs and ACs) with a membership of 4200 of whom at least 35% are women. 6000 farmers and entrepreneurs provided technical and business skills of whom at least 30% are women. 	<p>Panel (baseline, mid-term and completion) surveys, Service provider reports. Internal Project database. Municipality Reports.</p> <p>PA/Ag cooperative reports. Service provider reports. Panel surveys. Internal Project database.</p>	<p>Minimum disruption of the agriculture sector by disease, extreme weather and economic or financial crisis.</p> <p>Farmers interest in joining PAs and ACs. Competent service providers.</p>
<p>COMPONENT 2: Rural Business Investments</p>	<ul style="list-style-type: none"> Operational Self-Sufficiency Operating Expenses Ratio 	<p>PFI's' interim and annual reports Audit reports of PFIs</p>	<p>Minimum disruption of the agriculture sector</p>

<p>Outcome 2: Increased access to sustainable financial services</p> <p>OUTPUTS: No of loans. Volume of funds No of Participating PFIs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Active Borrowers/Personnel • Portfolio at Risk. • 2000 new loans of which at least 40% are provided for women. • Value of gross loan portfolio increased by • No of participating Financial Institutions (PFIs). 	<p>External databases (MIX market, Planet rating, etc.)</p> <p>PFIs' interim and annual reports Audit Reports.</p>	<p>by disease, extreme weather, economic or financial crisis. PFI interest in participation in project activities Effective lending procedures Gender sensitive credit appraisal</p>
<p>COMPONENT 3: Rural Market Infrastructure</p> <p>Outcome 3: Increased access to markets and business opportunities.</p> <p>Output 3.1: Rehabilitated rural roads including structures such as bridges and drainage facilities. Water supply and/or sewerage schemes. Water points in pastures, small-scale irrigation and river bank protective works, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Decrease in travelling time to social services, markets and business centres. • Increase in the volume of products marketed. • No of functioning infrastructure after three years. • 60 roads improved with a length of 85 kilometers. • 14 new water supply and/or sewerage schemes. • 20 new water points in pastures, small-scale irrigation and river bank protective works, etc. • 16,000 households with improved access to roads, domestic water supply, sewage facilities and irrigation facilities. 	<p>Panel (baseline, mid-term and completion) surveys. Internal Project database.</p> <p>Technical design documentation Contractor Reports. Minutes of Scheme Takeover Experts Assessments Supervision Reports</p>	<p>Availability of co-financing Cost effective project selection Proper infrastructure maintenance Transparent and objective criteria for screening</p>
<p>COMPONENT 4: Project Management & Coordination Government and IFAD contribution is delivered on time and all resources are acquired on time.</p> <p>Project staff assigned is competent and qualified for the tasks assigned.</p>			